



HAL
open science

**Quand le commerce recompose les frontières. L'exemple
des réseaux de commercialisation des produits issus de
l'agriculture biologique dans la région de Stockholm
(Suède)**

Camille Hochedez

► **To cite this version:**

Camille Hochedez. Quand le commerce recompose les frontières. L'exemple des réseaux de commercialisation des produits issus de l'agriculture biologique dans la région de Stockholm (Suède). Nicolas Lebrun. Commerce et discontinuités, Artois Presses Université, pp.171-182, 2013, 978-2-84832-176-9. halshs-01343750

HAL Id: halshs-01343750

<https://shs.hal.science/halshs-01343750v1>

Submitted on 26 Jul 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

QUAND LE COMMERCE RECOMPOSE LES FRONTIÈRES L'EXEMPLE DES RÉSEAUX DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS ISSUS DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE DANS LA RÉGION DE STOCKHOLM

Camille Hochedez¹

Les travaux récents de géographie rurale ont mis en avant l'invention de nouveaux liens et de nouvelles frontières entre les espaces ruraux et les espaces urbains (Arlaud, Jean et Royoux, 2005). Si les frontières et les limites statistiques sont moins évidentes entre villes et campagnes et si les pratiques sont moins différentes, il y a toujours une opposition marquée entre ville et campagne en termes de représentations, d'identités, de discours (Vanier, 2005). Ainsi, la frontière urbain – rural semble devenue obsolète d'un point de vue statistique, mais elle continue à motiver des pratiques sociales guidées par des stéréotypes sur la campagne (Debarbieux, 2005).

Pour enrichir ce débat sur les discontinuités entre ville et campagne, nous proposons d'étudier le rôle des discontinuités dans la construction et l'évolution des pratiques et espaces commerciaux de produits maraîchers. Comment le renouveau des formes marchandes de proximité contribue à rendre plus perméables et à recomposer certaines discontinuités entre villes et campagnes, entre ruraux et urbains, entre durable et non-durable ? Cette interrogation est menée à partir de l'étude de trois circuits courts regroupant des producteurs-transformateurs pratiquant une agriculture biologique à proximité

¹ Camille Hochedez est ATER-Docteur à l'École Normale Supérieure de Lyon (site Descartes). Elle est membre de l'UMR 5600 « Environnement, Ville, Société ». Contact : camille.hochedez@gmail.com

de Stockholm. D'une part, comment ces réseaux innovants permettent de créer une plus grande continuité entre urbain et rural, entre producteurs et consommateurs, entre lieux de production et lieux de vente, par la construction de nouvelles pratiques commerciales revalorisant l'échelle locale ? D'autre part, les limites des territoires communaux sont-elles autant de frontières à la diffusion de ces phénomènes ?

1. Les circuits courts de commercialisation des produits biologiques, nouvel enjeu du développement durable en Suède

Les circuits courts sont encore peu développés en Suède, malgré une demande en produits biologiques et des surfaces biologiques en progression, et malgré un important soutien des politiques nationales et régionales.

Le marché du bio en Suède est en effet un des plus importants d'Europe, le troisième derrière la Suisse et le Danemark en termes de dépenses annuelles par habitant pour l'achat de produits alimentaires biologiques (KRAV, 2009). En 2009, les ventes de produits alimentaires biologiques ont atteint 4 % du total des ventes de biens alimentaires du pays, enregistrant une forte progression depuis 2004 (ventes multipliées par six). La commercialisation de ce type de produits présente deux particularités en Suède. Tout d'abord, la plus grande part des produits biologiques alimentaires (70 %) est vendue par la grande distribution, *via* les trois plus grands groupes implantés en Suède (Ica, Coop et Axfood). Pour les petits agriculteurs, la conséquence est qu'il existe une forte concurrence pour vendre leur production à la grande distribution. Les canaux alternatifs (marchés, abonnement à un système de paniers et magasin à la ferme) ne représentent que 5 % des ventes de produits biologiques alimentaires (Ekologiska Lantbrukarna, 2008). L'autre caractéristique est que la production suédoise ne suffit pas à satisfaire la demande en produits bio. Le marché a recours à des importations importantes, surtout dans le secteur des fruits et légumes.

En termes de surfaces agricoles biologiques, la Suède fait figure de bon élève au sein de l'Union Européenne, puisqu'elle arrive en deuxième position avec 9,9 % de sa Surface Agricole Utile (SAU) en mode de production biologique certifié en 2007, derrière l'Autriche (15,7 %). Contrairement à la tendance européenne, ces superficies ont augmenté de 27 % en Suède entre 2007 et 2009 (Eurostat, 2010). Mais l'agriculture biologique n'est pas présente de manière homogène sur le territoire et est surtout développée en Suède centrale selon une ligne Stockholm-Göteborg. Plusieurs facteurs expliquent ces disparités : réseau urbain plus dense et plus structuré sur cet axe, présence des foyers historiques de l'agriculture biologique (régions d'Uppsala et du Södermanland).

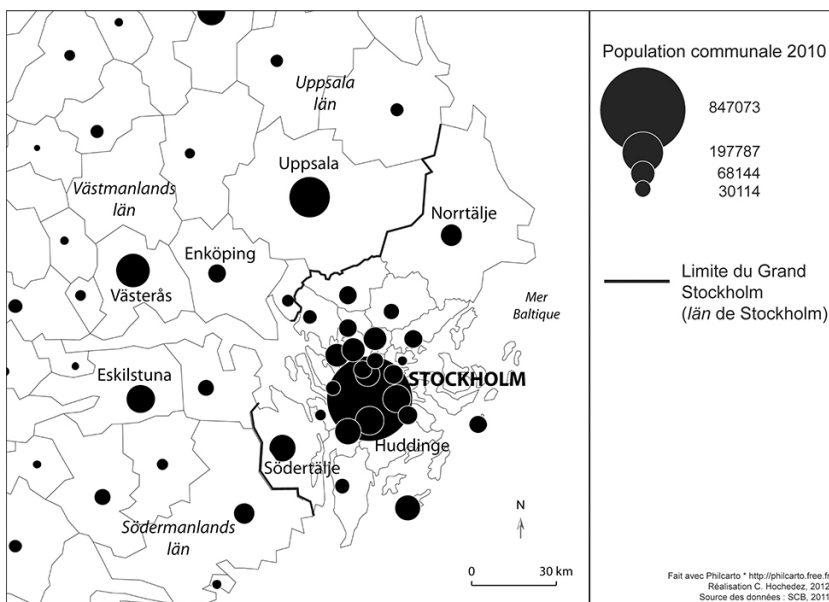
Le développement du secteur biologique représente un nouveau défi : d'un côté les différentes politiques agricoles et de développement rural ont

compris l'intérêt de développer les circuits courts et l'agriculture biologique, mais de l'autre les circuits courts sont encore très peu développés en Suède. Le développement de l'agriculture biologique a été précocement soutenu par les politiques agricoles et environnementales suédoises : des subventions à l'agriculture biologique y ont été introduites dès 1989. Le Bureau national suédois de l'agriculture avait fixé les objectifs suivants pour l'horizon 2010 : au moins 15 % de la SAU, 10 % de l'élevage laitier, de veau et d'ovins, et au moins 1 % de l'élevage porcin et avicole en mode de production biologique certifiée (Jordbruksverket, 2004). Les autorités insistent également sur l'importance de développer le marché des produits biologiques, notamment sous la forme de la vente directe. L'objectif pour 2010 est que 25 % des produits achetés soient certifiés biologiques. Un plan de développement de la gastronomie et de valorisation des produits locaux a été mis en place : *Sverige – Det nya matlandet* (« La Suède, nouveau pays de la haute cuisine »). Son but est de développer la production et la consommation de produits locaux de qualité pour créer des emplois en milieu rural, développer le tourisme gastronomique, soutenir une forme d'agriculture durable et améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement des petits producteurs (Landsbygdsdepartementet, 2010).

Pourtant, les circuits courts de commercialisation de produits biologiques peinent à se développer en Suède. Au niveau régional, ils sont toutefois relativement plus présents aux alentours des grandes villes, surtout à Stockholm et à Göteborg, car la demande urbaine en produits frais biologiques y est particulièrement forte. Première métropole de l'espace scandinave avec un million d'habitants (sur un total national dépassant les neuf millions), l'agglomération de Stockholm dispose de villes-relais comme Uppsala et Norrtälje au nord, Västerås, Eskilstuna, Enköping à l'est, et Södertälje, Norrköping et Nyköping au sud (figure 1). Ces villes sont autant de centres organisateurs pour la commercialisation et de lieux d'écoulement des produits alimentaires biologiques, compte tenu de la présence d'une clientèle citadine aisée et sensible aux enjeux environnementaux.

Nous avons choisi d'étudier d'abord quelques circuits courts en développement dans la région urbaine de Stockholm, en enquêtant auprès des producteurs et des consommateurs. Deux marchés de l'association *Bondens Egen Marknad* ont été étudiés à Stockholm. Cette association nationale de petits producteurs organise des marchés fermiers, sur le modèle anglo-saxon des *farmers' markets*. Le principe est simple : celui qui vend doit aussi être celui qui produit. L'association a deux sites de marché à Stockholm, regroupant 60 producteurs différents, dont la moitié de producteurs biologiques certifiés. Deux systèmes de paniers de fruits et légumes biologiques au nord et au sud de la capitale ont également été étudiés : *Roslagslådan* (abonnement à un panier de fruits et légumes) et *Ekolådan* (entreprise de livraison de paniers biologiques

à domicile). *Roslagslådan* repose sur une coopérative de 22 agriculteurs et producteurs situés dans le Roslagen (partie nord de l'archipel de Stockholm). 70 % des producteurs du réseau pratiquent une agriculture biologique², les autres pratiquant une agriculture paysanne³.



Carte 1 : La région de Stockholm

Réalisation © Camille Hochedez

Ekolådan dépend quant à elle de la fondation *Biodynamiska Produkter*, implantée à Järna (commune de Södertälje), qui fait office de grossiste en produits issus de l'agriculture biodynamique pour toute la Suède. Choix du type de panier, jour et fréquence de livraison, paiement s'effectuent en ligne, sans obligation d'abonnement. Les produits ne proviennent que très rarement des

² Dans ce cas, l'agriculture biologique désigne à la fois les surfaces certifiées Krav, et celles non certifiées mais touchant les subventions européennes au mode de production biologique.

³ L'agriculture paysanne désigne un modèle d'agriculture alternatif au modèle d'agriculture intensive. Elle vise à préserver les emplois agricoles en protégeant les petites exploitations et en produisant des aliments de qualité, tout en recherchant la transparence des modes de production. Dans ce mode de production agricole, l'exploitant prend en compte les conséquences environnementales de son activité. Il recherche également l'autonomie économique, technique et financière de son exploitation.

agriculteurs locaux, la majorité des produits étant importée par l'intermédiaire de grossistes de produits biologiques européens.

Ensuite, pour étudier les questions de gouvernance à l'œuvre dans la constitution de circuits courts biologiques, trois communes (entretien avec les autorités communales et enquête auprès d'un échantillon d'agriculteurs biologiques) ont été plus précisément étudiées, celles qui ont un taux d'agriculture biologique particulièrement élevé et où une part des membres des réseaux étudiés est implantée (figure 1) : Huddinge, Södertälje et Enköping.

2. Circuits courts de produits biologiques et évolution de la discontinuité ruraux / citadins

D'après les enquêtes menées auprès des producteurs et consommateurs de circuits courts, les réseaux de commercialisation étudiés font évoluer les discontinuités entre producteurs et consommateurs, et entre agriculteurs et urbains.

Tout d'abord, les circuits courts étudiés dessinent, par des règles, de nouveaux bassins maraîchers autour du lieu de commercialisation, pour satisfaire une demande locale. Que ce soit dans un rayon de 250 km autour de Stockholm pour *Bondens Egen Marknad*, ou dans les limites d'un territoire déjà existant (le Roslagen), les réseaux visent par ces règles à réduire les *food miles*⁴, garantir la fraîcheur des produits, et donner une identité forte aux produits commercialisés en lien avec leur origine géographique. L'aire de chalandise de ces deux réseaux est relativement locale : petits centres urbains du Roslagen en ce qui concerne les consommateurs de *Roslagslâdan*, Stockholm et des communes à 50 ou 60 km autour de la capitale pour la clientèle des marchés *Bondens Egen Marknad*. Cette tentative de couplage du mode de production biologique et du local est très importante dans une perspective de développement durable, et va dans le sens d'une abolition des frontières traditionnelles entre producteurs et consommateurs, par leur rapprochement géographique.

L'étude du profil socio-économique des agriculteurs et producteurs participant aux réseaux étudiés montre un flou de plus en plus grand de la frontière rural-urbain. Ces agriculteurs présentent l'originalité d'avoir un pied dans l'urbain, un pied dans le rural. La trajectoire de ces agriculteurs est intéressante : une partie d'entre eux n'a pas de racines agricoles dans leur famille, et a migré vers la campagne après avoir résidé en ville. 68 % des

⁴ La notion de *food miles* (« kilomètres alimentaires ») désigne les distances parcourues par les produits alimentaires depuis l'exploitation agricole jusqu'au consommateur. Elles sont en général mesurées en tonnes-km, c'est-à-dire que la distance parcourue en km est multipliée par le poids en tonnes pour chaque produit. Cet indicateur a été mis au point par des chercheurs britanniques et apparaît pour la première fois en 1995 dans un rapport de la SAFE Alliance (Sustainable Agriculture Food and Environment).

agriculteurs interrogés ont une source principale de revenus autre qu'agricole (autre emploi ou pension de retraite). Or les emplois pratiqués en dehors de l'agriculture sont souvent situés dans un centre urbain. D'où un ancrage social dans le monde urbain, qui leur permet d'accumuler un capital social en dehors du monde agricole, pouvant être mobilisé lors de la commercialisation. Ces nouvelles populations apportent avec elles des cultures urbaines dans le milieu rural ou périurbain où elles s'installent, qui contribuent à les différencier du tissu agricole existant, et à recomposer les catégories sociales rural-urbain en rendant plus perméable les valeurs et les pratiques propres aux deux groupes.

Enfin, les réseaux étudiés créent des lieux d'interface entre agriculteurs et urbains. Sur le plan physique, la frontière entre le groupe des agriculteurs et le groupe des consommateurs urbains est partiellement abolie durant le temps du marché ou de la distribution des paniers. Le face-à-face induit par la vente directe permet la reconnexion entre différents groupes sociaux, ainsi qu'une meilleure compréhension entre eux. Les échanges marchands sont le support d'échanges culturels et sociaux : lors de l'achat, les consommateurs peuvent discuter avec l'agriculteur de son métier, de ses méthodes de production, et l'agriculteur peut avoir un retour sur ses produits. Le temps des courses devient alors un temps de sociabilité, et les contacts entre producteurs et consommateurs tendent à construire un « espace partagé » (Hinrichs, 2000). Les marchés contribuent à renforcer le rôle et la place de l'agriculture dans l'espace social de la ville (Dubuisson-Quellier, 2003). Ainsi, les agriculteurs mettent en place un véritable arsenal publicitaire sur les étals (photo 1). Des activités telles que café/boutique à la ferme, journée « ferme ouverte », cours d'horticulture, contribuent aussi à ouvrir les exploitations au monde citoyen. Sur le plan symbolique, la frontière entre agriculteurs et citoyens est au contraire bien présente, et même réactivée, pour attirer les consommateurs. Les marchés observés confirment en partie la « mise en scène du métier d'agriculteur », un métier exotique pour bon nombre de citoyens (Holloway et Kneafsey, 2000). L'imaginaire et l'idéal citoyen concernant les agriculteurs et les espaces ruraux est garant du succès des marchés. Ainsi, la frontière entre l'urbain et le rural devient de plus en plus ténue sous l'effet des pratiques spatiales des agriculteurs, et de celles des urbains. Elle est plus représentée que vécue ; urbain et rural seraient alors des catégories de lecture du social plus que des réalités spatiales (Bourdin, 2005). Ces réseaux construisent aussi des lieux d'interfaces, qui résultent bien de la valorisation de différences culturelles et sociales entre les systèmes interfacés (Groupe de recherches « Interfaces », 2008).



Photo 1 : Marché Bondens Egen Marknad à Stockholm

Photo © Camille Hochedez

3. Modes de commercialisation en circuits courts biologiques : vers la définition d'une nouvelle gouvernance alimentaire ?

Ces modes de commercialisation ambitionnent de construire une nouvelle forme de gouvernance alimentaire en tentant de regrouper à l'intérieur d'un même collectif des groupes sociaux et/ou politiques ayant l'habitude de fonctionner séparément, ce qui participe aussi de la recomposition des frontières entre urbain et rural. Les réseaux étudiés sont localisés dans des territoires communaux ; quelle est leur capacité à redéfinir les frontières entre public et privé, entre communes, agriculteurs et société civile ? Parviennent-ils à construire une nouvelle frontière sociale délimitant une communauté fondée sur des valeurs et des pratiques communes ? La réponse est mitigée : les collectifs tentent de créer un sentiment d'appartenance par divers moyens, mais leur statut souple empêche de tracer une véritable frontière sociale. De plus, des différentiels naissent de l'appartenance des producteurs à des communes et à des Régions qui sont autant de territoires d'action politique différents. Enfin, la rencontre entre politiques volontaristes des communes et des Régions, et agriculteurs et consommateurs, est très partielle.

Les réseaux mènent diverses actions pour construire et renforcer des sociabilités entre agriculteurs mais aussi entre consommateurs. Elles sont

censées créer un sentiment d'appartenance à un groupe partageant les mêmes valeurs, essentiellement autour de l'environnement. Pour *Bondens Egen Marknad* et *Roslagsmat*, les rencontres entre membres sont plus ou moins fréquentes, et se font surtout sur la base du voisinage. Ces réseaux permettent l'entraide professionnelle, avec des cas de prêt de matériel ou échanges de savoir-faire entre seniors et jeunes agriculteurs. Des activités collectives sont aussi proposées aux membres : voyages d'étude, cours, formations et même sorties festives. Ces activités sont conçues comme un moyen de renforcer les liens entre producteurs. Les consommateurs sont partie prenante de la construction de cette communauté : plusieurs manifestations leur sont destinées (projections de films sur des thèmes agricoles ou environnementaux, visites d'exploitations appartenant au réseau). Cependant, ces tentatives pour construire une nouvelle communauté autour d'une production et d'une consommation durables n'aboutissent qu'imparfaitement. L'implication dans le réseau ainsi que les motivations sont très variables d'un producteur à l'autre, se résumant souvent à des objectifs lucratifs. D'autre part, le réseau n'implique pas d'exclusivité, c'est-à-dire que le producteur peut vendre une partie de sa production par d'autres canaux. D'après notre enquête auprès de 25 consommateurs abonnés au panier *Roslagslåd*, la principale motivation d'achat est la qualité des produits proposés. Le soutien à des petits producteurs et l'action pour l'environnement arrivent loin derrière. L'objectif de lier producteurs et consommateurs dans un même collectif se vérifie donc peu en pratique.

La construction d'une communauté peut aussi être impulsée par l'acteur politique local, à savoir la commune. Les choix politiques peuvent influencer les comportements des agriculteurs et des consommateurs, acteurs localisés appartenant *de facto* à un territoire communal. Or, les politiques agricoles et agroalimentaires varient d'une commune à l'autre, ce qui introduit de nouvelles discontinuités sur une base gestionnaire (tableau 1). Plusieurs outils sont à la disposition des communes suédoises pour favoriser l'implantation des circuits courts ou d'agriculteurs biologiques sur leur territoire. L'outil principal et obligatoire de la politique d'aménagement communal est le plan général (*Översiktplan*). Il détermine un type d'usage pour chaque zone du territoire et peut réserver une partie du territoire communal à l'usage agricole. L'autre outil de taille pour les communes est les terres agricoles qu'elles détiennent en propriété. Elles louent alors ces terres à des agriculteurs et peuvent influencer l'orientation agricole sur ces exploitations *via* le contrat de fermage. Enfin, le dernier outil à disposition des communes est constitué des documents environnementaux (Agendas 21 locaux, programmes environnementaux communaux) qui servent de cadre à l'élaboration de tous les documents d'aménagement. Huddinge, commune de banlieue proche, a eu très tôt une politique ambitieuse de développement de l'agriculture biologique et des

circuits courts sur son territoire. Elle soutient les achats de produits biologiques dans les cantines communales, a réalisé un Agenda 21 local précoce (1996 – elle en est à son troisième Agenda 21 local), et a d’ambitieux projets comme la création d’un label local pour commercialiser le lait de ses exploitations, ou encore la création d’un marché fermier biologique. À l’inverse, la commune d’Enköping, située à 70 km de Stockholm, est une commune très agricole avec une SAU importante, mais où la majorité des exploitations pratique une agriculture conventionnelle. La SAU est en propriété privée à 98 % ; la commune n’a pas d’Agenda 21 local, ni d’objectifs d’achat de produits biologiques dans les écoles car le poids politique des agriculteurs conventionnels de la commune est tel qu’une mesure favorisant les agriculteurs biologiques serait très mal accueillie. Entre les deux, Södertälje, commune éloignée de banlieue sud, est une commune où le centre anthroposophique de Järna, avec une importante agriculture biodynamique, joue le rôle de vitrine internationale. Mais ce centre est né d’une initiative privée, et la commune n’aide que très faiblement les agriculteurs biologiques à s’installer dans la commune. L’inclusion de la commune dans une zone LEADER (« Södertälje Landsbygd ») contribue à renforcer le différentiel avec les communes voisines. Ainsi, la limite gestionnaire crée des différences entre les communes : elle a une fonction structurante pour le développement des circuits courts biologiques au sens où certaines communes adoptent des politiques volontaristes pour développer des circuits courts biologiques sur leur territoire, alors que certaines sont beaucoup moins actives.

Ces tentatives communales parviennent imparfaitement à abolir la frontière entre acteurs publics et acteurs privés, et à construire une nouvelle forme de gouvernance alimentaire. D’une part, les actions communales destinées aux consommateurs se limitent à des campagnes de sensibilisation à l’importance des choix alimentaires. D’autre part, aucun agriculteur biologique enquêté n’est impliqué dans la politique communale. Leurs contacts avec la commune sont de nature purement technique. La commune est perçue comme un gendarme dont l’action consiste essentiellement à contrôler les exploitations agricoles. De même, la Région est perçue comme un guichet distribuant des subventions, et peu participent aux formations qu’elle propose.

Conclusion

L’exemple de la commercialisation des produits biologiques en circuits courts dans la région de Stockholm a permis de montrer le rôle structurant d’un type de discontinuité, plus représentée que réelle (la limite entre espace rural et espace urbain, ou entre consommateurs urbains et agriculteurs-producteurs), dans la mise en place et le fonctionnement de formes et de pratiques marchandes spécifiques. La forme de commercialisation des produits biologiques (marchés ou paniers) accentue le flou des limites culturelles entre consommateurs urbains

et agriculteurs, en favorisant la vente directe de proximité. Le marché fermier ou le panier de produits biologiques fonctionnent alors comme une interface entre ces différents groupes. Ils entraînent une réorganisation de l'espace : temporaire en ce qui concerne l'inscription spatiale des marchés fermiers dans l'espace urbain, plus pérenne en ce qui concerne le développement d'une forme d'agriculture biologique interstitielle à proximité de la capitale suédoise.

Notre réflexion a également permis d'interroger la capacité des circuits courts à dessiner les limites de nouvelles communautés réunissant acteurs publics et privés dans une nouvelle forme de gouvernance alimentaire. Cette question est primordiale dans le cadre d'une réflexion sur le rôle des circuits courts biologiques dans le développement durable des territoires, car le développement durable résulterait d'une abolition des frontières – au moins culturelles – entre les groupes sociaux. Or l'étude montre que les circuits courts ne parviennent que très imparfaitement à construire des collectifs d'acteurs unis par un même système de valeurs. C'est sans doute sur ce point que les circuits courts doivent agir pour se développer en Suède : leur généralisation ne se fera que s'ils exploitent leur poids politique potentiel.

	HUDDINGE	SÖDERTÄLJE	Järna	ENKÖPING
Objectifs agricoles dans l'Agenda 21 et dans la politique environnementale communale	<ul style="list-style-type: none"> - Atteindre 95% de la SAU communale en mode de production biologique d'ici 2015 (biologique certifié KRAV ou européen) - Préserver les terres agricoles actuelles - Augmenter les surfaces de prairie de 25% d'ici 2012 par rapport à 2007 - Conserver et améliorer les conditions du bétail 	<ul style="list-style-type: none"> - Conserver les terres agricoles au même niveau qu'en 2000 - Atteindre 20% de la SAU communale en mode de production biologique ou biodynamique - Informer les agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Parvenir à un développement durable en augmentant la part des produits biologiques dans les achats des différents services communaux de 50% d'ici 2010 - Certifier les cantines municipales avec le label KRAV - Acheter des produits locaux 	<p>12 objectifs environnementaux pour parvenir aux objectifs environnementaux nationaux dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - diminuer les émissions de gaz à effet de serre liées à l'activité agricole pour être neutre en émission de CO₂ d'ici 2050
Objectifs agricoles dans le Plan général (ÖP)	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir l'agriculture biologique - Conserver les valeurs et la richesse des paysages agricoles - Gérer les exploitations de manière à ce qu'elles soient assurées d'une viabilité économique à long terme - Eviter de bâtir sur les terres agricoles 	<p>Conserver les terres agricoles face à la concurrence d'autres usages du sol</p>	<p>Conserver et préserver les terres agricoles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Conserver les terres agricoles dans les campagnes qui se construisent - Gérer les déchets agricoles en les réutilisant comme fertilisants
Objectifs pour développer la consommation de produits biologiques dans les écoles	<ul style="list-style-type: none"> - Atteindre 25% d'achats de produits biologiques par les services communaux en 2010, et 50% en 2020 - Développer une consommation éthique pour obtenir le label "Fair Trade City" en 2010 	<ul style="list-style-type: none"> - Atteindre 50% d'achats de produits biologiques par les services communaux d'ici 2010 - projet LEADER "Södertälje Närodlat" ("produit localement à Södertälje") - projet LEADER « De la terre à la table » (information) 	<ul style="list-style-type: none"> - Obtenir la certification KRAV pour toutes les écoles du village - Atteindre 50% d'achats de produits biologiques par les services communaux en 2010 	<p>Aucun</p>
Vision de l'agriculture	<p>Paysagère (préservation des paysages naturels)</p>	<p>Utilitariste (renforcement de l'attractivité communale)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Un secteur économique important pour le village - Une part de l'identité et de l'histoire du village 	<ul style="list-style-type: none"> - Un secteur économique important (y compris pour les loisirs) - Un moyen de préserver les paysages agraires traditionnels
Part de la SAU certifiée biologique dans la SAU communale totale en 2006	18 %	12%		11%

Tableau 1 : Comparaison des politiques agricoles et environnementales des communes de Huddinge, Södertälje et Enköping

Bibliographie

- Arlaud Samuel, Jean Yves et Royoux Dominique, *Rural-urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.
- Bourdin Alain, « Flux et frontières sur les territoires métropolitains », in Arlaud Samuel, Jean Yves et Royoux Dominique, *Rural-urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 45-52.
- Debarbieux Bernard, « Obsolescence ou actualité des objets géographiques modernes ? À propos de la ville, de la campagne, du périurbain et de quelques autres objets conventionnels », in Arlaud Samuel, Jean Yves et Royoux Dominique, *Rural-urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 33-43.
- Dubuisson-Quellier Sophie, « Confiance et qualité des produits alimentaires : une approche par la sociologie des relations marchandes », *Sociologie du travail*, n° 45, 2003, p. 95-111.
- EKOLOGISKA LANTBRUKARNA, *Växande marknad. Försäljning, volymer och trender för ekologisk mat*, Uppsala, 2008.
- EUROSTAT, *Superficie certifiée de production biologique*, 2010, base de données « Agriculture », consultable en ligne à l'adresse suivante : http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=food_in_porg1&lang=fr
- GDR INTERFACES, L'interface : contribution à l'analyse de l'espace géographique, *L'Espace géographique*, n° 3, tome 37, 2008, p. 193-207.
- GROUPE FRONTIÈRE, La frontière, un objet spatial en mutation, *EspacesTemps.net*, 2004, consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://espacestemp.net/document842.html>.
- Hinrichs Claire, « Embeddedness and local food systems : notes on two types of direct agricultural market », *Journal of Rural studies*, vol. 16, 2000, p. 295-303.
- Holloway Lewi, Kneafsey Moya, « Reading the space of the Farmers' Market : a preliminary investigation from the United Kingdom », *Sociologia Ruralis*, vol. 49, n° 3, 2000, p. 285-299.
- JORDBRUKSVERKET, *Mål för ekologisk produktion 2010*, rapport 2004:19, Jönköping, 2004.
- LANDSBYGDSDEPARTEMENTET, *Sverige – det nya matlandet. Uppdaterad handlingsplan. Nya jobb genom god mat och upplevelser*, Stockholm, Regeringskansliet, 2010.
- Lévy Jacques, Lussault Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003.
- KRAV, *KRAV's marknadsrapport 09*, Uppsala, 2009.
- STATISTISKA CENTRALBYRÅN, *Livsmedelsförsäljningsstatistik 2009. Livsmedelsförsäljningen inom detaljhandeln*, Örebro, Sveriges officiella statistik statistiska meddelanden, 2010.
- Vanier Martin, « Rural-urbain : qu'est-ce qu'on ne sait pas ? » in Arlaud Samuel, Jean Yves et Royoux Dominique, *Rural-urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.